

Accueil > Programme PreBAT > Réunions et partage > [Interview de Gaëtan Brisepierre, sociologue de l'énergie](#)

INTERVIEW DE GAËTAN BRISEPIERRE, SOCIOLOGUE DE L'ÉNERGIE

Gaëtan BRISEPIERRE, sociologue spécialisé dans les questions d'énergie, d'environnement et d'habitat nous partage ses analyses liées aux usages des bâtiments durables. Dans cette interview, il évoque l'influence du comportement des usagers sur la consommation des bâtiments, la nécessité de promouvoir la « culture énergétique » et de nombreux autres sujets.

M. BRISEPIERRE, pourquoi s'être intéressé aux aspects sociaux de la performance énergétique ?

GB : Tout d'abord, l'origine de mes travaux dans ce domaine s'explique par le fait que j'ai réalisé ma thèse sur la rénovation du parc de logements existants et sur les comportements de consommation. Ensuite, la fin de ma thèse a coïncidé avec la mise en place de la RT 2012. J'ai donc souhaité poursuivre mes travaux en me préoccupant des bâtiments neufs, notamment afin d'analyser l'impact de cette nouvelle réglementation thermique sur la vie dans les bâtiments.



Le patio lumière © Atelier Roche

A cette période, j'ai rencontré par l'intermédiaire de Leroy Merlin Source, Thierry ROCHE, architecte à Lyon et pionnier en matière de réalisation de bâtiments performants énergétiquement. Il a notamment conçu trois bâtiments qui, à ce moment, faisaient figures de prototypes et étaient labellisés BBC, PassivHaus ou BEPOS. C'est M. ROCHE qui a amené la question de la différence entre la performance énergétique réelle et théorique des bâtiments, notamment en raison des polémiques apparues sur ses projets. En se questionnant sur cette différence, nous avons été amenés à nous interroger sur les origines de ces surconsommations puis, sur le mode de vie des occupants de ces bâtiments.

En effet ces surconsommations des BBC renvoient au phénomène plus général de « l'effet rebond ». L'effet rebond traduit, de manière générale, la modification du comportement de la société faisant suite à l'amélioration de l'efficacité d'une technologie. Dans le cadre du bâtiment et de la RT2012, l'effet rebond se traduit par le fait que les occupants des bâtiments ont modifié leurs comportements car ils disposaient de bâtiments plus efficaces énergétiquement. En résumé, ce que nous avons constaté est que la conception des bâtiments repose sur un usager idéal qui aurait les comportements optimaux mais que les pratiques réelles des utilisateurs (qui diffèrent bien souvent des optimums techniques) ne sont quasiment jamais pris en compte.

Quels sont les principaux facteurs qui permettent d'expliquer la différence entre performance énergétique théorique et réelle ?

GB : Outre l'effet rebond préalablement évoqué, il est important de dire en préambule que ce n'est pas que le mauvais comportement des utilisateurs qui cause la surconsommation énergétique. Cette vision est trop centrée sur la technique. En vérité, la dégradation de la performance énergétique est le résultat d'« erreurs » de la part de l'ensemble des acteurs, de la conception du bâtiment à son utilisation, en passant par sa mise en œuvre. En particulier, l'étape du chantier est souvent critique, notamment car les professionnels du secteur n'ont acquis que depuis peu une formation à la mise en œuvre de technique performantes d'un point de vue énergétique. Il s'agit là d'un point essentiel, et les formations proposées par l'ADEME en sont la parfaite illustration. Les bâtiments performants énergétiquement font appel à des techniques constructives nouvelles, qui ne sont pas toujours parfaitement maîtrisées par les entreprises du bâtiment. On assiste également parfois une absence de contrôle des maîtres d'œuvre lors de la mise en œuvre de ces techniques nouvelles. Au final, ces éléments ne nuisent pas toujours à la fonctionnalité du bâtiment mais peuvent avoir en revanche des influences sur la performance énergétique de ce dernier.

Il y a également d'autres facteurs qui influencent la consommation énergétique réelle des bâtiments, comme la maintenance et les réglages par exemple, qui ne sont pas toujours réalisés de manière optimale. Par exemple, les systèmes de ventilation chauffante ne sont pas encore parfaitement maîtrisés par les entreprises de maintenance, du coup leur performance est, au final, moins bonne que prévue.

Enfin, les usagers ont également une « part de responsabilité » dans ces surconsommations. En effet, les utilisateurs importent souvent des usages ou des habitudes de leurs anciens bâtiments, or ces usages ne sont pas optimaux dans un bâtiment performant énergétiquement. Se pose alors la question de l'évolution des pratiques des usagers. Or, lorsqu'on regarde ce point, on s'aperçoit que tous les usagers ne sont pas égaux. En effet, on voit plusieurs profils se distinguer comme par exemple les « accommodés » qui sont des personnes qui vont retirer un bénéfice (financier, éthique, environnemental,...) à optimiser leurs usages des bâtiments. A l'inverse, on retrouve aussi les « réservés », qui sont eux plus réfractaires à l'évolution de leurs pratiques.

En résumé, on constate que la conception de dispositifs techniques se base à l'heure actuelle sur des usages théoriques de ces derniers, et non sur des usages réels. Et ce

constat n'est pas seulement vrai pour le secteur du bâtiment, il est également visible dans le secteur de l'automobile sur les normes anti-pollution par exemple. Lors de l'utilisation de ces dispositifs, cela induit un écart entre la performance attendue et la performance réelle.

Dans vos travaux vous présentez l'importance de la diffusion de la « culture énergétique » et le concept de « réflexivité énergétique ». Est-ce que vous pourriez nous présenter ces concepts ?

GB : La réflexivité énergétique s'appuie sur le concept sociologique de réflexivité, qui se définit comme la capacité d'un groupe ou d'un individu à s'interroger sur ses propres pratiques et à les faire évoluer en fonction de nouvelles informations qu'il obtient sur ses pratiques. La réflexivité peut donc se définir comme l'opposé de la routine, dans laquelle les comportements se font sans réfléchir.



Le patio lumière © Atelier Roche

Les pratiques énergétiques sont, de manière générale, très routinières. On ne réfléchit pas quand on allume la lumière par exemple. La réflexivité énergétique illustre le fait que l'usager peut développer des compétences, grâce à des informations venant de l'extérieur et ainsi casser cette routine. Par exemple, les compteurs communicants permettent une certaine forme de réflexivité énergétique, en apportant aux usagers des informations sur leurs consommations.

Au final, le but est donc d'augmenter la réflexivité énergétique des usagers mais cela n'est pas suffisant. Pour que la réflexivité énergétique soit efficace et réelle, il est également nécessaire de diffuser une culture énergétique aux usagers. Or, c'est un constat, la culture technique de l'énergie est relativement faible en France. En effet, des enquêtes ont montré que les français avaient du mal à hiérarchiser les postes de consommation, et ils mettent parfois au même niveau une action sur les veilles électriques et une baisse du chauffage. Il est donc nécessaire de vulgariser la culture énergétique.

Or, on voit que pour être efficace, cette vulgarisation ne doit pas passer uniquement par des grandes campagnes médiatiques de sensibilisation, il faut aussi mettre en place des dispositifs locaux, gérés par les HLM ou les collectivités locales afin d'améliorer la démarche. On peut par exemple mettre en place des visites de logements par des associations afin de fournir aux habitants des informations sur la culture énergétique et les pratiques permettant de limiter la consommation d'énergie de leur logement. On peut aussi impliquer les locataires dans la gestion des systèmes au niveau du bâtiment dans sa globalité, via des groupes de gestion. Enfin, il y a aussi des opérations plus ludiques comme le concours de sobriété énergétique « Famille à Energie Positive » par exemple. Bien souvent, lors de ce concours mis en place par des collectivités, les retours sont très bons et les gens nous indiquent avoir appris plein de choses, non seulement via les outils du concours mais également via les échanges entre eux. Vous pouvez voir qu'un des grands leviers d'évolution des pratiques est la diffusion de la culture énergétique d'une façon horizontale, grâce à l'échange entre les habitants entre eux et avec des acteurs locaux.

Dans certaines copropriétés, vous décrivez l'émergence de « leader énergétique », personne particulièrement impliquée dans les aspects énergétiques du bâtiment qu'elle habite. Pouvez-vous nous expliquer les modalités de l'implication des habitants aux démarches de performance énergétique ?

GB : La première chose à aborder par rapport à l'implication des habitants d'une copropriété, mais de manière plus générale des usagers d'un bâtiment, c'est que bien souvent, les bénéfices personnels de l'implication d'une personne ne sont pas à la hauteur de ses investissements. L'engagement des « leaders énergétiques » est donc quelque part un engagement désintéressé. Ces personnes s'engagent au nom du groupe à gérer les aspects énergétiques du bâtiment et incarnent le changement vis-à-vis de ces aspects. C'est en quelque sorte le « capitaine de l'équipe énergétique », qui structure et organise la démarche. J'ai pu observer ce phénomène dans les copropriétés mais également dans les bâtiments tertiaires. Par exemple, à la Cité de l'Environnement (bâtiment tertiaire à énergie positive), un système de gestion participative a été mis en place, dans lequel on demande un investissement des salariés sur la gestion du bâtiment. Cette gestion concerne les aspects énergétiques comme le chauffage mais concerne également des aspects plus divers comme l'entretien du jardin ou la mise en place d'activités communes.



Les hauts de Feuilly © Atelier Roche

Il est important d'avoir en tête qu'il y a toujours un acteur intermédiaire du changement. Les personnes qui ont des valeurs, des compétences et bien souvent du temps, comme des architectes ou des ingénieurs à la retraite, vont prendre à leur charge le développement d'une dynamique de mobilisation des habitants pour animer et participer à la gestion énergétique de la copropriété. Bien souvent, nous avons une vision binaire du changement, avec celui qui le dicte et celui qui le réalise mais nous oublions qu'il y a quasiment toujours besoin de ces acteurs intermédiaires du changement.

D'autre côté, il faut aussi garder à l'esprit que tous les habitants ne peuvent pas prendre ce rôle de leader, soit parce qu'ils n'ont pas les compétences, soit parce qu'ils n'ont pas le temps. Il est donc essentiel qu'il y ait la possibilité de s'impliquer à différents niveaux et on constate bien souvent qu'en plus du leader, il y a des personnes qui contribuent au travail engagé par ce dernier et d'autres qui le valident simplement.

Est-ce que vous pourriez nous présenter des actions concrètes pour réduire cette différence entre la performance attendue et la performance réelle ?

GB : Ils existent de nombreuses actions, mais je voudrais en souligner une, qui est dominante et qui organise le reste, autour des coûts de l'accompagnement. Comme toute innovation, les bâtiments performants énergétiquement demandent un accompagnement, notamment car les techniques que l'on met en place dans ces bâtiments n'ont pas la capacité d'auto-générer les pratiques que l'on attend à elles seules. L'idée est donc de prévoir, lors de la conception et la réalisation d'un bâtiment performant au niveau de l'énergie, qu'il va y avoir besoin d'un accompagnement. Il faut se poser la question de la participation des usagers à la performance énergétique du bâtiment dès la conception de ce dernier et en particulier prendre en compte les coûts associés à cet accompagnement. En effet, il s'agit d'un pré-requis indispensable à la mise en place d'un accompagnement pertinent, qui va permettre de limiter au maximum la différence entre performance théorique et performance réelle.

Aujourd'hui le coût de cet accompagnement n'est que trop peu pris en compte et les démarches associées pas assez poussées. Par exemple, la mise en place d'un livret d'accueil ou la réalisation d'une conférence sont des bonnes bases, mais il apparaît difficile de faire significativement évoluer les pratiques des usagers en leur faisant lire un livret ou en les faisant assister à une conférence. Ce constat est d'autant plus vrai dans les logements car les pratiques dans ces lieux sont fortement routinières. Une piste qui pourrait être intéressante pour améliorer l'accompagnement, mais qui a un coût différent, serait l'organisation d'ateliers avec tous les acteurs du projet (architecte, entreprise générale, thermicien, usagers...) pendant les deux premières années pour évoquer les pratiques énergétiques et favoriser la réflexivité.

A la fin l'idée générale c'est qu'il faut impliquer les habitants dans la gestion du bâtiment, négocier les conditions d'utilisation, et ne pas imposer des comportements, comme par exemple le fait de chauffer à 19°C pour tout le monde. Il faut plutôt chercher à adapter les techniques aux usages et les usages aux techniques.

De manière complémentaire, il y a aussi des leviers dans la phase de conception. Par exemple, je suis actuellement en contact avec un bureau d'études qui est en train de réaliser une thèse sur la simulation probabiliste, consistant à tester différents scénarios de comportement de l'utilisateur et non plus un seul comportement optimal. Cette démarche devrait permettre d'aboutir à des bâtiments plus flexibles, qui peuvent s'adapter aux différents comportements des usagers.

Enfin, une possibilité complémentaire serait l'implantation de modèles économiques autour de la performance énergétique in vivo, en condition réelle. En effet, à l'heure actuelle, si on s'engage sur une garantie de performance énergétique et que cette dernière n'est pas atteinte, l'équilibre économique du projet est mis à mal. Pour éviter cela, il faudrait pouvoir fournir aux concepteurs des bâtiments des outils intégrant des aspects économiques, notamment pour prendre en charge cet aspect in vivo de la performance énergétique et mettre en place une rémunération en fonction de la performance atteinte. Par exemple, les anglo-saxons utilisent le concept de « Commissioner ». Les Commissioners sont des personnes qui, dans des bâtiments tertiaires, mènent des actions d'économies d'énergie et accompagne la démarche. Leur rémunération est ensuite calculée en fonction du pourcentage d'économie d'énergie réalisé.

Enfinement, pensez-vous que les démarches énergétiques, au-delà des démarches réglementaires, puissent être utilisées comme vecteur d'intégration sociale ? Notamment dans les HLM ?

GB: Oui, tout à fait. Si nous voulons que la performance énergétique s'insère socialement, elle doit devenir un vecteur d'intégration sociale. Par exemple dans une copropriété, un projet de rénovation peut être une façon de construire un nouveau collectif. Les copropriétés sont des systèmes assez individualistes, car les gens n'échangent assez peu entre eux mais seulement avec le syndic. Il n'y a pas donc pas d'éléments qui permettent de créer un réel lien social entre les habitants. En revanche, les projets de rénovation peuvent être l'occasion de créer un sentiment de groupe et mettre en place des nouveaux liens entre les habitants.



Cité de l'environnement © Atelier Roche

Autour ce projet d'économie d'énergie, les gens vont se rassembler autour d'un objectif commun, ce qui est très fédérateur. Et ce n'est pas une illusion utopique : j'ai trouvé ces phénomènes dans le parc de logements HLM de Grand Lyon Habitat par exemple. Dans certains bâtiments, des groupes de gestion ont été créés par le bailleur avec des locataires qui sont d'abord intervenus sur le tri des déchets, puis maintenant sur le chauffage. Ces intermédiaires entre les habitants et le bailleur sont bien souvent des facilitateurs des démarches et du changement. Ils sont donc très importants et contribuent de manière forte à créer du lien social entre les habitants d'un même bâtiment.

Des autres projets comme « Territoire à énergie positive » ou « Parc éolien citoyen » reposent aussi sur la création de nouveaux liens sociaux. Dans ces cas on observe la création d'un réseau social entre des gens qui ne se connaissent pas au départ mais qui partagent un intérêt en commun. Et des projets comme « Famille à énergie positive » reposent aussi sur ce principe : des gens qui se réunissent pour discuter de leurs habitudes en termes d'économie d'énergie mais qui à la fin vont créer un lien de convivialité.

C'est le mariage du lien social et concept de sobriété énergétique, qui va transformer cette connotation négative du mot « sobriété » en quelque chose de plus positif, comme le concept de frugalité.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à vous rendre sur [le blog de Gaëtan Briseperre](#)